

# COMBLER LES BESOINS EN ÉNERGIE DU CANADA

Institut économique de Montréal

Rapport de recherche

Décembre 2019

© 2019 Ipsos. Tous droits réservés. Contient des renseignements confidentiels et exclusifs d'Ipsos. Ne peut être divulgué ou reproduit sans le consentement écrit préalable d'Ipsos.



 IEDM Des idées  
pour une société  
plus prospère



# SOMMAIRE

1. **Après les soins de santé, l'économie et l'emploi font partie des plus importants enjeux auxquels les Canadiens affirment être confrontés.**
2. **Alors que la moitié des Canadiens classent les changements climatiques parmi les trois enjeux les plus importants, près des deux tiers d'entre eux affirment ne pas être en mesure de payer plus pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ou être prêts à le faire. Ceux qui affirment être en mesure de payer sont prêts y consacrer moins de 40 \$ de plus par mois.**
3. **Près de la moitié des Québécois estiment que leur province devrait exploiter ses propres ressources pétrolières plutôt que de recourir à l'importation pour répondre à ses besoins en pétrole, alors qu'une proportion importante ne sait pas quelle est la meilleure solution. Si le Québec doit continuer à importer le pétrole utilisé sur son territoire, les deux tiers des Québécois préfèrent les importations de pétrole en provenance de l'Ouest canadien.**
4. **La moitié des Canadiens estiment que les oléoducs représentent le moyen de transport le plus sécuritaire pour le pétrole. Toutefois, le quart des Canadiens affirment ne pas savoir quel est le moyen de transport le plus sécuritaire.**
5. **Une majorité de Canadiens estiment que nous devrions imposer une taxe sur le carbone aux entreprises canadiennes, même si les frais supplémentaires risquent de les désavantager.**

# Méthodologie



Les résultats présentés sont issus d'un sondage Ipsos mené pour le compte de l'Institut économique de Montréal.



Un échantillon de 1 003 Canadiens âgés de 18 ans ou plus faisant partie du panel Ipsos Je-Dis ont été interrogés du 22 au 25 novembre 2019.



Une pondération a été appliquée afin de s'assurer que la composition de l'échantillon est représentative de l'ensemble de la population, selon les données de recensement.



La précision des sondages en ligne est mesurée au moyen d'un intervalle de crédibilité. Dans le cas présent, les résultats sont précis à plus ou moins 3,5 points de pourcentage (19 fois sur 20) de ce qu'ils auraient été si tous les Canadiens avaient pris part au sondage.



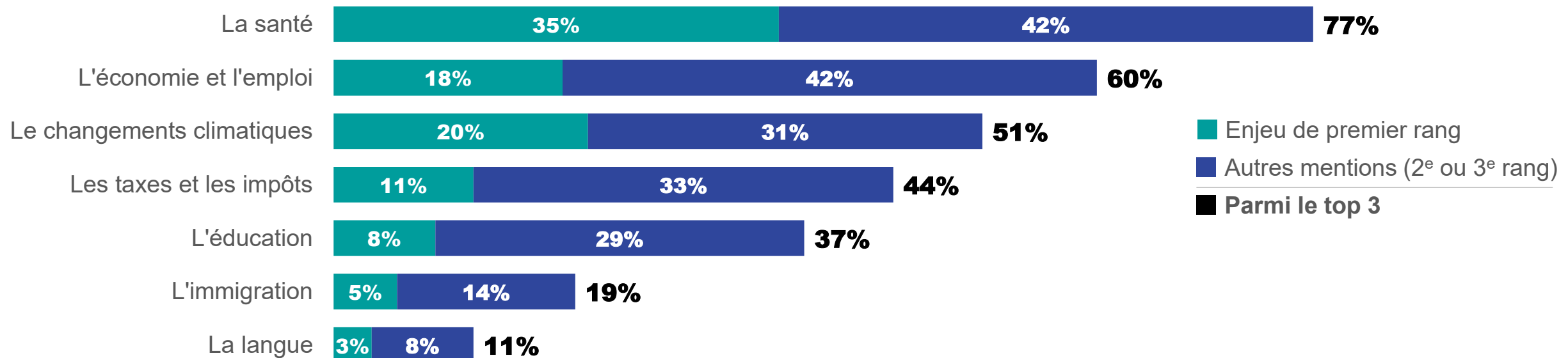
Un suréchantillon de répondants du Québec (n = 400) a volontairement été constitué pour donner plus de poids aux questions qui étaient posées uniquement dans cette province. Toutefois, ce suréchantillon a été pondéré à la baisse pour les statistiques rapportées à l'échelle nationale.

# Enjeux les plus importants pour les Canadiens

Plus de trois Canadiens sur quatre (77 %) voient les soins de santé comme un des trois enjeux les plus importants pour eux. Plus du tiers des répondants affirment qu'il s'agit de l'enjeu le plus important, une proportion qui augmente considérablement parmi les répondants de 55 ans ou plus (53 %).

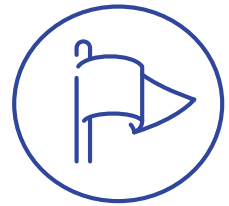
L'économie et l'emploi font également partie des préoccupations principales des Canadiens : 60 % les nomment parmi leurs trois principales préoccupations et 18 % les classent au premier rang de leurs préoccupations. Les résidents de l'Alberta sont les plus susceptibles de placer l'économie au premier rang de leurs préoccupations (34 %).

Deux répondants sur dix (20 %) considèrent les changements climatiques comme leur principale préoccupation, ce qui en fait également un enjeu important. Cette proportion est légèrement plus élevée au Québec (29 %).



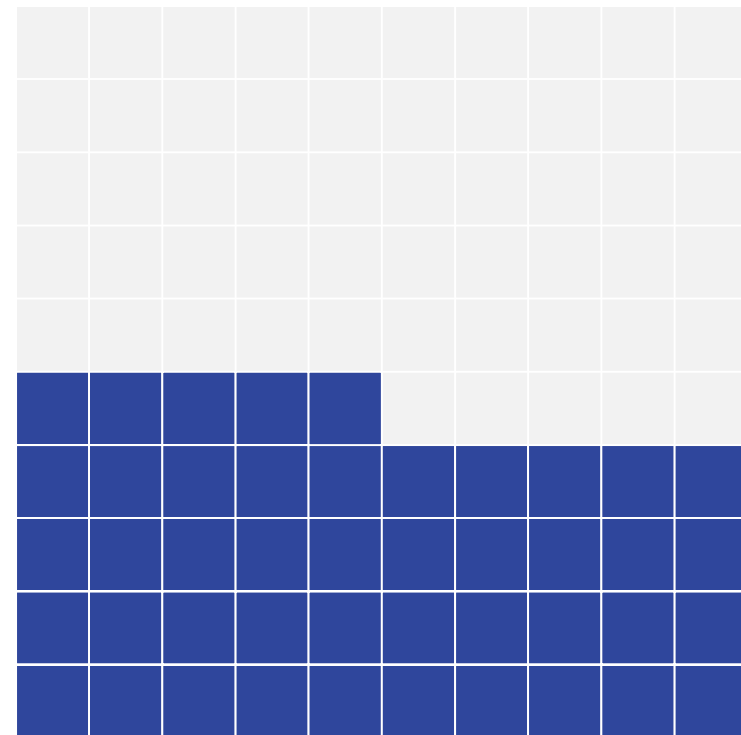
Q1. Quels sont les enjeux les plus importants pour vous présentement? S'il vous plaît, classer par ordre de priorité.  
Base: Tous les répondants (n=1003)

# Poursuite de l'importation de pétrole ou exploiter ses propres ressources?



Québec  
seulement

## Attitudes sur l'approvisionnement en pétrole au Québec



**45%**

Exploiter ses propres  
ressources pétrolières

**26%**

Continuer d'importer 100%  
du pétrole dont il a besoin

**28%**

Je ne sais pas

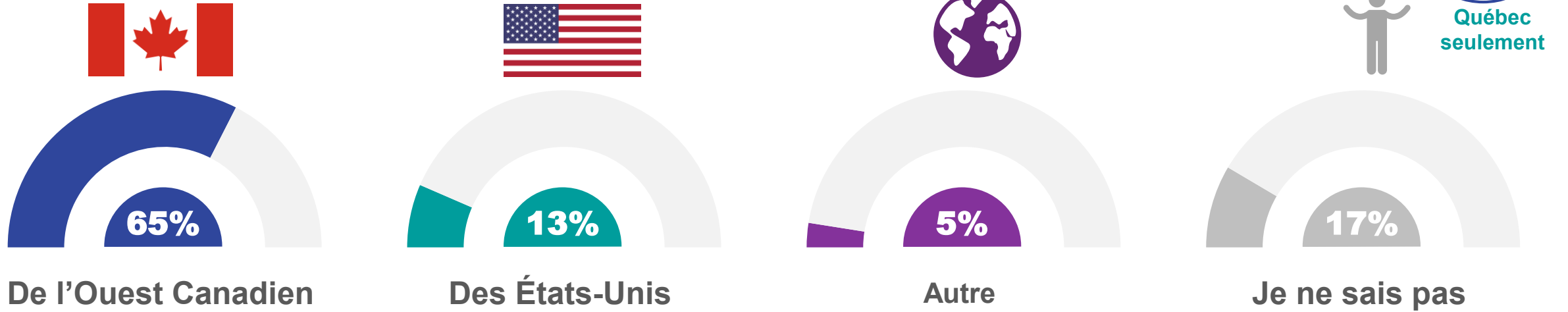
Près de la moitié (45 %) des Québécois estiment que leur province devrait exploiter ses propres ressources pétrolières plutôt que d'importer tout le pétrole qu'elle consomme. Plus du quart (26 %) des répondants estiment que la province devrait continuer d'importer du pétrole.

Toutefois, il importe également de noter que 28 % des Québécois ne savent pas et cette proportion est particulièrement élevée chez les femmes (43%).

Q2. Actuellement, le Québec doit importer (de l'Ouest canadien ou de l'étranger) tout le pétrole qu'il consomme. Selon vous, est-il préférable que le Québec exploite ses propres ressources pétrolières ou qu'il continue d'importer 100 % du pétrole dont il a besoin?

Base: Répondants au Québec (n=400)

# D'où importer du pétrole?



Lorsqu'on leur demande d'où le pétrole importé au Québec devrait idéalement provenir, une vaste majorité de Québécois (65 %) choisissent l'Ouest canadien.

Une proportion nettement moins élevée de répondants (13 %) préféreraient que l'importation provienne des États-Unis et seulement 5 %, qu'elle provienne d'un autre pays.

Q3. À votre avis, est-il préférable que le pétrole importé de l'extérieur du Québec provienne...  
Base: Répondants au Québec (n=400)

# Moyens de transport les plus sécuritaires pour le pétrole



La moitié des Canadiens (50 %) estiment que le pipeline/oléoduc représente le moyen de transport le plus sécuritaire pour le pétrole. Les résidents de l'Alberta (72 %) et de la Colombie-Britannique (62 %) sont plus susceptibles de choisir cette option. En outre, les Canadiens plus âgés (55 ans et plus) ont plus tendance que ceux appartenant à d'autres groupes d'âge à être d'avis que les pipelines représentent le moyen de transport le plus sécuritaire (68 %).

Le train arrive au deuxième rang des moyens de transport les plus sécuritaires pour le pétrole (11 %), suivi des camions-citernes (7 %) et des navires (4 %). Toutefois, plus du quart des Canadiens (27 %) affirment ne pas savoir quel est le moyen de transport le plus sécuritaire pour le pétrole.

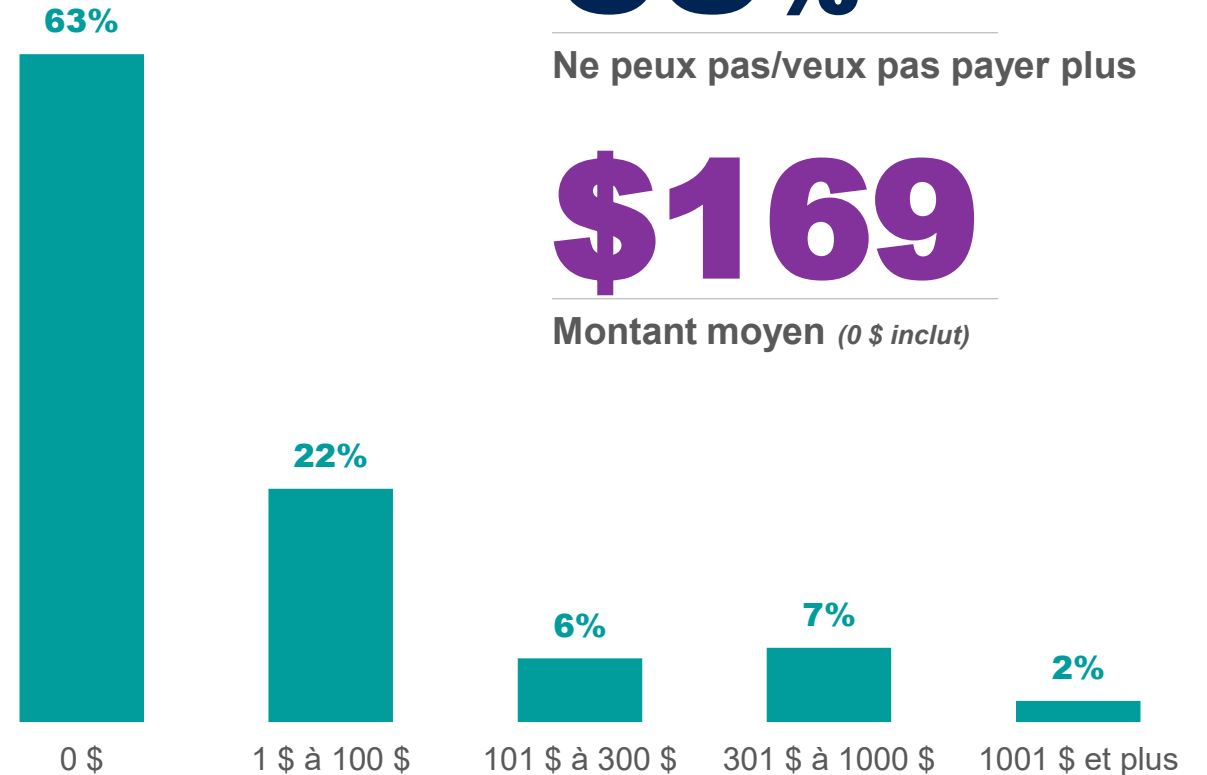
Les Québécois ont plus tendance que les répondants du reste du Canada à estimer que les camions-citernes (13 %) et les navires (9 %) sont les moyens de transport les plus sécuritaires pour le pétrole.

# Seriez-vous prêt(e) à payer plus pour combattre les changements climatiques?

Bien que les changements climatiques représentent l'enjeu le plus important pour 20 % des Canadiens et que plus de la moitié des répondants le placent parmi les trois enjeux les plus importants, près des deux tiers (63 %) ne sont pas en mesure de payer davantage d'impôt pour contribuer à combattre les changements climatiques, ou se disent prêts à le faire.

Toutefois, ceux qui choisissent les changements climatiques comme leur principale préoccupation sont prêts à joindre le geste à la parole. En moyenne, ils seraient prêts à payer 371 \$ de plus par année pour faire leur part pour l'environnement.

En moyenne, les Canadiens se disent prêts à payer 169 \$ de plus par année pour lutter contre les changements climatiques, en incluant ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas payer plus. Les hommes déclarent être prêts à payer davantage que les femmes (260 \$, comparativement à 237 \$) et les Canadiens de 18 à 34 ans sont ceux qui sont prêts à payer le plus (285 \$) parmi tous les groupes d'âge. À l'échelle régionale, les répondants de la Saskatchewan et du Manitoba ainsi que du Québec sont ceux qui sont prêts à payer le plus pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (266 \$ et 207 \$, respectivement). Ceux de la Colombie-Britannique et de l'Alberta sont prêts à payer le moins, soit 87 \$ seulement.



# 63%

Ne peut pas/veut pas payer plus

# \$169

Montant moyen (0 \$ inclut)



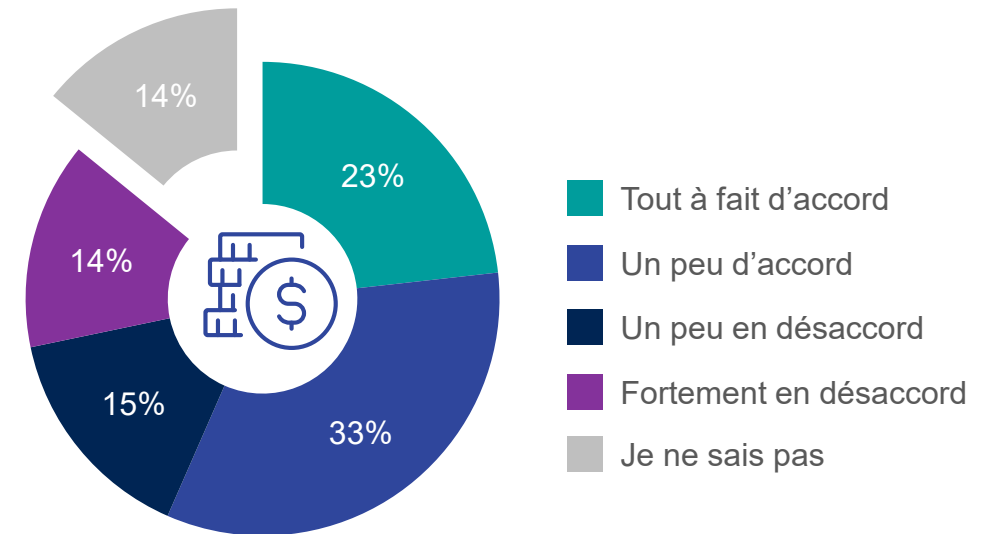
# Devrait-on imposer une taxe sur le carbone aux entreprises canadiennes?

Lorsqu'on demande aux Canadiens s'ils estiment qu'on devrait imposer une taxe sur le carbone aux entreprises canadiennes même si cela signifie qu'elles pourraient être désavantagées par rapport aux entreprises étrangères situées dans des pays qui n'ont pas de taxe carbone, une majorité (57 %) d'entre eux se disent d'accord avec l'idée. Cette proportion remonte à 71 % parmi ceux qui considèrent les changements climatiques comme leur principale préoccupation.

Si près de 3 répondants sur 10 (29 %) sont en désaccord avec l'idée d'imposer une taxe sur le carbone aux entreprises canadiennes, ceux pour qui l'économie et l'emploi est un enjeu d'importance de premier niveau sont encore plus enclins à s'y opposer (36 %). La proportion augmente à 44 % en Alberta.

**57%** D'accord

**29%** En désaccord



## Entreprises canadiennes assujetties à une taxe de carbone

Q6. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019, la taxe fédérale sur le carbone est entrée en vigueur dans certaines provinces, et elle entrera en vigueur en Alberta le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Conséquemment, les entreprises canadiennes doivent maintenant payer pour leurs émissions de carbone et pourraient être désavantagées par rapport à des concurrents étrangers localisés dans des pays qui n'ont pas de taxe carbone. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord à l'effet que les entreprises canadiennes devraient être assujetties à une taxe sur le carbone ?

Base: Tous les répondants (n=1003)

# Votre main à Ipsos

## Christien Dallaire

*Senior vice-président, Ipsos Canada  
Directeur général, Ipsos Québec*



## Mitra Thompson

*Gestionnaire de projets sénior,  
Affaires publiques*



## Chris Chhim

*Gestionnaire de projets,  
Affaires publiques*

